

Antony Todorov

Nouvelle université bulgare, Sofia

Une identité francophone : le choix politique et culturel de la Bulgarie

« La Bulgarie est un pays francophone » – déjà cet énoncé produit de l'incompréhension dans beaucoup de secteurs de la société bulgare, même parmi les intellectuels qui ne sont pas francophones. Mais aussi cet énoncé est souvent accepté avec un sourire de la part de beaucoup de Français, de Belges, de Québécois et de Suisses. Même en Roumanie j'ai entendu des gens me dire : « Mais attendez, comment la Bulgarie est francophone ? N'est-ce pas un pays slave ? ». Depuis que la Bulgarie est devenue membre de la Francophonie, je me pose la question : mais pourquoi est-il possible de concevoir une telle francophonie, qui n'est ni autochtone, ni acquise lors d'un passé colonial, ni résultat de l'existence d'une minorité francophone traditionnelle avec son réseau d'établissement d'enseignement.

Les raisons pour lesquelles je me suis posé la question sur la nature particulière de la francophonie en Bulgarie étaient récemment liées à un changement géopolitique de la Nouvelle université bulgare au sein de l'A.U.F. : on s'est avéré après l'adhésion de la Bulgarie à l'U.E. parmi les universités du Nord. Ce qui d'un seul coup limita nos possibilités de se voir aidé financièrement avec des partenaires en France, en Belgique, au Québec, en Suisse – eux aussi au Nord. Il était bien

évident que les universités francophones bulgares ou roumaines n'étaient pas de la même façon francophones comme les universités française, belges, canadiennes ou suisses. Donc, l'A.U.F. changea de catégorisation, et maintenant nous sommes une université de l'Est. Bien avant cet épisode récent, en 1992, j'étais très gêné par la réaction, de mon avis absurde, d'une partie des médias, mais aussi d'une partie de l'opinion au sujet de l'adhésion de la Bulgarie dans l'O.I.F. Les commentaires ridiculisaient l'initiative du président de la République de l'époque, J. Jelev, en mettant en évidence que les Bulgares ne parlent pas habituellement le français. Des amis étrangers aussi à l'époque s'étonnaient par cette décision et me demandaient : « Mais est-ce que tout le monde en effet parle français ? » Évidemment ce n'était pas le cas, et j'ai déjà commencé à me questionner sur les raisons de cette initiative.

La francophonie continue à être largement comprise dans le termes de la langue et de la culture : un pays francophone évidemment doit partager le français comme langue d'expression, de communication, d'enseignement, de création. Mais cette évidence ne répond pas à la question initiale – quel est le sens et la nature de la francophonie bulgare ? Étant politologue de formation universitaire, j'ai décidé tout simplement de changer de perspective et de re-voir la francophonie d'un angle différent : en tant qu'un choix de nature politique, qui va ensemble avec un choix culturel, avec une affinité culturelle et avec un certain nombre de traditions, parmi lesquelles apprendre le français a sa place indéniable dans la société bulgare.

En 2004 à Sofia la Nouvelle université bulgares avec des partenaires de l'Université de Bucarest a organisé un colloque internationale intitulé « Modernisation, démocratisation, européanisation : la Bulgarie et la

Roumanie comparées ». ¹ Ce titre m'a permis de construire mon explication de la particularité de ce choix francophone de la Bulgarie – un instrument pour sa modernisation, pour sa démocratisation et pour son européanisation.

La francophonie comme modernité

Il est évident que la francophonie bulgare se base sur un fondement historique : déjà au 19^e siècle les élites bulgares, dans leur élan vers l'Europe, ce modèle politique et culturel de modernisation, apprennent souvent le français. Pour ce siècle marqué par ce qu'on appelle dans l'histoire bulgare comme « éveil national » et comme une époque de construction d'une identité nationale, apprendre le français était un choix logique vu la place de cette langue dans la vie diplomatique et culturelle. La Bulgarie de l'époque, une province du large empire Ottoman, qui, lui aussi, était très influencé par la langue française, ne pouvait pas rester en dehors de ce contexte historique. Cela contribua largement à la formation d'une élite francophone et à la prolifération des établissements d'enseignement du français.

Une fois indépendante en 1878, la Bulgarie reste bien influencée par les modèles politiques venant de la France (une république démocratique) et la Belgique (une monarchie parlementaire). Le débat politique de l'époque mobilisait ces deux modèles constitutionnels.

La transition postcommuniste met encore une fois à l'évidence le poids fort de l'international en Bulgarie,

des références aux modèles étrangers, qui sillonnent le paysage politique, le transforment et le structurent. Cette affinité aux modèles étrangers paraît comme un fait constitutif de la culture politique nationale. « Faire de la politique » était en effet un effort de « faire comme les autres en Europe ». La politique est plutôt perçue comme l'antithèse de la société ottomane au 19^{ème} siècle.

L'apparition de la politique en Bulgarie est en effet l'adoption de la politique venant de l'Europe. Le projet de l'indépendance nationale intégrait un appel clair: les Bulgares doivent « faire comme les autres » : reprendre des autres nations civilisées leur mode d'organisation politique et sociale, leurs notions politiques, leur façon de « faire la politique », voire les langues. Même au milieu du 19^e siècle, dans les élites politiques nationales on trouve des fortes influences des idées politiques européennes. Consensuellement l'Europe était ressentie comme un modèle à suivre de modernisation, opposé à l'Empire ottoman. La séparation de l'Empire était vue dans l'optique de la modernisation – l'Empire ottoman était le synonyme de l'archaïque, l'Europe – synonyme du progrès et des Lumières. L'Empire était le passé, l'Europe – l'avenir. L'Europe est séduisante et source de respect pour les élites bulgares, si on se réfère au texte de Plamen Georgiev sur la culture politique bulgare

[2](#)

. La francophonie dans cette dimension est exactement la manifestation de cet élan vers la modernité.

Cette affinité pour des modèles politiques européennes marque fortement la culture politique des Bulgares. « Le modèle politique bulgare » apparaît dès le début comme un éclectisme de modèles étrangers. La politique elle-même fut ressentie par la nation comme étant venue de l'étranger. Les formes politiques modernes « viennent » en Bulgarie avec la Libération nationale suite de la guerre russo-turque de 1877-1878. Les premières institutions de l'État sont dues aux efforts de l'administration militaire russe dans les régions libérées du pays. Il est à noter aussi, que pratiquement tous les officiers de l'armée russe de l'époque étaient francophones – ce qui donna un argument de plus aux élites nationales d'apprendre le français.

Le régime politique de 1879 apparaît aussi comme un modèle étranger, imposé par le traité de Berlin. La Bulgarie devait adopter un régime de monarchie constitutionnelle, comme d'ailleurs tous les autres nouveaux États en Europe des dernières décennies du XIX^{ème} siècle. La discussion sur le régime politique de l'État indépendant, même s'il n'était pas d'envergure et au fond, tournait autour deux alternatives, qui étaient en effet deux alternatives de la solution du problème de l'indépendance: une république démocratique ou une monarchie dualiste bulgare-turque de type Autriche-Hongrie après 1867. Toute l'histoire institutionnelle

de la Bulgarie est l'histoire de l'adoption et d'application de modèles étrangers, conçus comme porteurs de projets modernisateurs. Là encore l'influence francophone est important – la plupart des historiens du droit en Bulgarie partage l'idée que la Constitution de 1879 était fortement influencée par la Constitution belge de 1931 ³ .

La nouvelle Constitution de 1992 reprend, elle aussi, des modèles étrangers dans un difficile amalgame. Le régime politique adopté porte plusieurs marques, parce que les emprunts institutionnels sont très diversifiés. Le système parlementaire est unicaméral pour suivre la tradition, mais avec un président de la République élu au suffrage universel (expérience française) et suppléé par un vice-président (expérience américaine). Une Cour constitutionnelle à l'allemande ou à la française est adoptée, alors que l'organisation territoriale du pouvoir se fait au seul niveau des communes, en relation directe avec le pouvoir central. L'éclectisme du système institutionnel est évident, et les raisons les plus importantes résident dans l'élan initial, marque du début de la transition, à s'approprier des meilleurs parties de l'expérience des autres pays étrangers, coûte que coûte. Ici la francophonie faisait parti de l'ensemble des influences internationales sur le débat constitutionnel – en novembre 1990 un nouvel ONG en Bulgarie – le Centre d'étude de la démocratie – organise avec l'aide de l'Ambassade de France un colloque international sur les principes de la nouvelle constitution. Des figures comme Didier Maus, Pierre Avril et autres constitutionnalistes français éminents prennent part dans ces initiatives d'une douzaine de jeunes chercheurs bulgares en sciences sociales.

La francophonie comme choix démocratique

Déjà pendant la Deuxième guerre mondiale, où la Bulgarie était alliée de l'Allemagne nazie, le choix francophone prit une dimension politique claire – envoyer ses enfants apprendre le français était considéré comme une manifestation de résistance à la pression sociale qui voulait imposer l'apprentissage de l'allemand. L'Alliance française en Bulgarie continue son activité. « Elle est d'ailleurs considérée comme un endroit de calme au sein de la tempête qui déferle à cette époque. C'est un lieu privilégié de rencontres où l'on peut parler, penser et respirer librement » ⁴ . En 1950, après l'arrivée des communistes que pouvoir, l'Alliance française est dissoute et ses biens – confisqués. Apprendre le français depuis cette époque fut possible uniquement dans les lycées bilingues, établis

par le pouvoir, notamment les lycées de langue française. Mais choisir le français, comme l'anglais ou l'allemand comme langue à apprendre cachait toujours l'envie d'une ouverture vers le monde, d'une ouverture de l'esprit en dépit des limites idéologiques officielles. Ce choix voulait créer un espace intellectuel autonome et à l'abri de la surveillance idéologique.

La transition postcommuniste dans les pays de l'Europe centrale et orientale est un changement structurel de modèle social. D'une part c'est un abandon du modèle soviétique comme référence sociale et politique, d'autre part c'est le choix et l'acceptation de l'Occident comme nouveau modèle de référence. Dans ce mouvement de changement l'ensemble des mutations, qu'on réunit sous le nom de « transition postcommuniste », est vu par l'opinion comme un processus unique – celui de l'occidentalisation. Cette dernière représente en quelque sorte la quintessence du changement, en même temps destruction du système communiste, son remplacement par un système de démocratie représentative occidentale et une

modernisation de la société, échouée ou retardée pendant le communisme. L'occidentalisation était vue comme une démocratisation et une modernisation, les deux ne faisant qu'un seul processus unique maintenant.

L'Occident était vu par le monde communiste comme un ensemble non différenciable. Il paraît que l'Occident avait aussi une vision uniforme du monde communiste – tous ces régimes semblaient être calqués sur le même modèle soviétique stalinien, alors que les différences nationales ne semblaient pas avoir une importance quelconque. Pour l'Est le monde occidental était de la même façon uniforme : capitaliste et exploiteur pour la propagande officielle, libre et abondant en marchandises pour l'opinion critique au régime communiste. Dans cette vision, fortement modelée par la Guerre froide et les images dominantes de l'ennemi mondial, les différences entre les pays occidentaux n'étaient pas vues comme importantes. Après la chute du mur de Berlin la vision de l'Occident reste majoritairement unifiée, mais déjà se dessine une tendance de diversification. L'anglais prédominait au début de la démocratisation, se basant sur la tradition anglo-saxonne de démocratie représentative, mais aussi sur le modèle néo-libéral de marché libre, censé être le remplacement voulu de l'économie d'État de l'époque communiste. Le français et l'allemand restent minoritaires, mais permettent de concevoir la démocratie d'une manière plus diversifiée.

Avec la fin de la transition postcommuniste et le nouvel ordre du jour politique dans les pays de l'Europe centrale et orientale qui s'y établit avec leur adhésion à l'Union européenne, une approche différente s'installe en ce qui concerne l'ancien monde occidental. L'opinion publique bulgare commence de plus en plus à se rendre compte de différentes expériences occidentales, de la pluralité des cultures dites occidentales. Les Bulgares commencent à découvrir aussi les différences entre les deux côtés de l'Atlantique, de comprendre les divergences entre l'U.E. et les États-Unis sur nombre de problèmes internationaux. Enfin la société bulgare se mit à assumer le pluralisme démocratique en abandonnant une vision simpliste et uniforme de la démocratie, assimilée à l'Occident. L'opinion publique commence aussi à remarquer la particularité des pays comme la France, la Belgique, la Suisse, de découvrir aussi le Canada comme un pays bilingue et le Québec comme une province francophone importante. Cette découverte de la diversité occidentale va ensemble avec une découverte d'un autre type – celle du Tiers monde. À travers la francophonie déjà pendant le communisme les Bulgares apprenaient à communiquer avec des pays de l'Afrique francophone dans le cadre de la politique du bloc soviétique d'une présence importante dans les anciennes colonies.

Ce processus d'un certain « éveil démocratique » fut ressenti comme un choc culturel: non seulement l'Occident représentait une diversité de modèles démocratiques nationaux, mais la démocratie occidentale comprenait des éléments divers, certains difficilement assimilables à la perception postcommuniste de la démocratie, notamment l'existence de partis communistes faisant partie du paysage démocratique dans des pays comme la France et l'Italie.

Le refus initial au début de la transition postcommuniste pour distinguer les formes différentes de la démocratie occidentale était lié aussi à la politique interne – l'opinion identifiait dans le clivage politique postcommuniste un seul « parti de la démocratie » – l'Union des forces démocratique. Le conflit majeur de la transition politique postcommuniste fut entre deux entités politiques opposées: les ex-communistes, issus de l'ancien PC, et les anti-communistes, qui se réclamaient être en même temps démocrates et occidentalistes. La première manifestation du mouvement anticommuniste en Bulgarie fut l'Union des forces démocratiques (UFD), en effet une coalition politique entre différentes organisations, mouvements et sociétés, allant de la gauche républicaine aux conservateurs prononarchistes. Cette palette au sein de l'UFD ne fut pas assez longtemps prise en compte par la plupart des électeurs anticommunistes de l'époque. Ils refusaient largement de reconnaître cette diversité de références, de modèles et de préférences au sein du mouvement démocratique. Parfois les électeurs réagissaient contre toute manifestation de diversité au sein de l'UFD, notamment sur des questions politiques constitutives, telles la restauration de la monarchie ou la politique de « lustration » par rapport aux anciens communistes. Certaines recherches de l'époque montraient que plus de 80% des électeurs de l'UFD refusaient de se définir comme sociaux-démocrates, agrariens, libéraux, chrétiens-démocrates, conservateurs etc., mais préféraient tout simplement l'étiquette commune des « bleus » (la couleur de l'UFD, qui s'opposait au rouge, la couleur des ex-communistes).

Mais cette vision simpliste d'un modèle démocratique unique, d'un parti démocratique unique, d'une démocratie indivisible, ne dura pas longtemps. Elle se diversifia avec le développement du processus démocratique, avec les scissions au sein de l'UFD, avec aussi la pratique de la diversité, faite par la société bulgare post-communiste. Et dans ce processus de diversification, le pluralisme linguistique jouait un rôle important, parce que la démocratie pourrait être présentée par des modèles politiques différents, par des partis différents, mais aussi, et pas en dernière place, par des langues différentes. Une coopération soutenue par le MAE à l'époque des Sciences Po de Paris avec deux universités en Bulgarie :

l'Université de Sofia et La Nouvelle université bulgare favorisa beaucoup la prolifération dans les milieux universitaires des visions francophones en matière de démocratisation. Ainsi il faut dire le même pour les projets de l'École doctorale francophone en sciences sociale à Bucarest, qui attirait nombre de jeunes bulgares, et qui était largement soutenue par

l'EDHSS de Paris.

Les choix du français comme langue d'expression scientifique surtout en sciences sociales eut des conséquences sur les approches, les méthodes d'analyse, les paradigmes scientifiques dans des milieux universitaires importantes. Cela contribua à la diversification des visions sur le processus de démocratisation, ainsi à la pluralité des projets démocratiques

dans des pays comme la Bulgarie. Ce n'était plus l'anglais comme unique langue de l'explication de la démocratie, mais aussi le français, l'allemand, l'italien, l'espagnol.

La francophonie comme choix européen

La transition post-communiste en Bulgarie une fois de plus mit en avant le choix d'un modèle de modernisation – le modèle occidental. Mais puisque ce choix fut déjà fait après l'indépendance au 19^e siècle, le discours politique le formula comme un « retour » en Europe. Une fois encore il s'agit d'échapper du communisme (l'Orient) pour arriver à la terre promise

de l'Europe (l'Occident). Au début de la transition, au moins avant la dissolution de l'Union soviétique après le coup d'État d'août 1991, ce partage paraît clair, car il oppose les anciens communistes aux démocrates anticomunistes. La Russie, le communisme, l'Orient furent vus comme le passé périmé, l'Europe, l'Amérique, l'Occident fut saisi comme le futur

moderne de la Bulgarie.

Cette opposition simpliste et manichéenne s'inscrit dans une opposition structurante le débat politique – entre anti-communistes et ex-communistes. Cette opposition peut être aussi lue comme un conflit entre intégrationnistes et anti-intégrationnistes dans les termes d'Antoine Roger, quand il fait le commentaire et la critique des la théorie des modèles importés de

B. Badier ¹ Ce schéma est logique, mais implique une petite partie de la différenciation des positions dans la société post-communiste. Car les anti-intégrationnistes, s'opposent à l'acceptation du modèle occidental dans cette partie de l'Europe, furent vite marginalisés comme porteurs de l'esprit de l'ancien régime ou s'ils maintiennent leur position sur le scène politique, se tournent vite vers des idées ouvertement nationalistes, vers des stratégies de l'exception nationale. Cette dernière position n'est pas la caractéristique

protégée des anciens communistes, mais souvent est partagée par les anticomunistes, comme on peut le voir dans le cas de la Roumanie et de la Hongrie. Il est donc difficile d'asseoir l'opposition entre intégrationnistes et anti-intégrationnistes à l'opposition entre démocrates anticomunistes et anciens communistes.

Pour revenir au cas bulgare, il est clair que le Parti socialiste bulgare, le parti des anciens communistes, assume vite un rôle de modernisateur à l'occidentale. Pour ce parti l'acceptation d'un profil social-démocrate occidental est une question de survie politique et stratégique. C'est la seule façon pour ce parti de se démarquer clairement de son ancienne identité communiste, de construire un nouveau profil politique et s'inscrire dans la mouvance de la gauche démocratique européenne. Évidemment ce processus ne fut pas sans difficultés,

parce que le parti devait compter avec son électorat, majoritairement plus âgé et partageant une certaine nostalgie pour le « socialisme réel » et des références envers l'Occident. Le PSE arriva à gérer cette difficulté en distinguant au niveau du discours politique (et au moins pendant les premières années de la transition) entre choix occidental par le parti bulgare ² L'Europe et non l'Occident, mais l'Occident européen, et cela pour la Bulgarie, qui n'est pas un pays ou un espace homogène et unique, comme d'ailleurs l'État. Le parti socialiste bulgare, dans ses discours et dans

remarque : L'Europe n'est pas un espace homogène et unique, comme d'ailleurs l'Occident européen. La Bulgarie appartient à l'Europe, mais elle n'est pas un pays ou un espace homogène et unique, comme d'ailleurs l'État.

